

**DELIBERATION**  
**N°126-2020****NOMBRE DE MEMBRES**En exercice : **63**

Présents :

- Titulaires : 52

- Suppléants : 3

Excusés : 8

Absents : 2

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de suffrages

exprimés : 59

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

**Date de convocation :**

24/11/2020

**Date d'affichage :****Rapporteur :**

Marie FAUVET

Le trente novembre deux mil vingt, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Clunisois, régulièrement convoqué, s'est réuni à 18h 30 à l'espace des Griottons de Cluny, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de M Jean-Luc DELPEUCH, Président.

**Etaient présents :** Edith LEGRAND - Christophe GUITTAT - Christophe PARAT - Bernard FROUX - Michel LABARRE - Philippe BERTRAND - Pierre NUGUES - Julien PLASSIARD - Josette DESCHANEL - Sylvain CHOPIN - Marie FAUVET - Jean-Luc DELPEUCH - Frédérique MARBACH - Jacques BORZYCKI - Elisabeth LEMONON - Haggaï HES - Marie-Hélène BOITIER - Jacques CHEVALIER - Aline VUE - Pascal CRANGA - Régine GEOFFROY - Bernard ROULON - Jean-François DEMONGEOT - Paul GALLAND - Guy PONCET - Aymar DE CAMAS - Robert PERROUSSET - Patrice GOBIN - Maria PINTO (sup.) - Daniel GELIN - Christian MORELLI - Jocelyne MOLLET (sauf rapports 22 à 24) - Gérard SCHALL - François BONNETAIN - Laurent ENGEL - Jean-Pierre MAURICE - Alain DE JAVEL - Jean-Marc CHEVALIER - Blandine PRIEUR - Jacqueline LEONARD-LARIVE - Catherine BERTRAND - Gilles BURTEAU - Alain MALDEREZ - Alain DOUARD - Michèle METRAL - Eric DESGEORGES (sup.) - Thierry DEMAIZIERE - Pierre AVENAS - Gérard LEBAUT - Marie-Thérèse GERARD (sauf rapport 22 à 24) - Jean-Marc BERTRAND - Serge MARSOVIQUE - Jean-Pierre RENAUD - Danièle MYARD (sup.) - Alain-Marie TROCHARD.

**Procurations(s) :** Jean-Pierre EMORINE donne pouvoir à Christian MORELLI - Catherine NEVE donne pouvoir à Marie FAUVET - Colette ROLLAND donne pouvoir à Bernard ROULON - Claude GRILLET donne pouvoir à Jean-Luc DELPEUCH - Mme Jocelyne MOLLE donne pouvoir à Frédérique MARBACH (rapports 22 à 24).

**Etai(ent) absent(s) :** Armand LAGROST - Patrick GIVRY

**Etai(ent) excusé(s) :** Virginie LOGEROT - Colette ROLLAND - Jean-Pierre EMORINE - Jean-François FARENC - Catherine NEVE - Armand ROY - Charles DECONFIN - Claude GRILLET.

A été nommé comme **secrétaire de séance** : Alain MALDEREZ

**Pacte de relance territoriale : proposition de règlement  
d'intervention et premières demandes**

Suite au conseil communautaire du 07 septembre 2020, la Communauté de Communes du Clunisois (CCC) a co-signé avec le Conseil Régional de Bourgogne de Franche-Comté une convention de délégation permettant à notre intercommunalité de gérer un fond de soutien financier à destination de ses entreprises. Ce fond, d'un montant de 83 000€, est alimenté par le Conseil Régional à hauteur de 69 000€, le reste étant à la charge de la CCC. Il doit permettre d'attribuer des subventions pour les investissements des entreprises de moins de 10 salariés ou aider le financement de leurs charges courantes. Il vient en complément d'un fond d'avances remboursables, géré par le Conseil Régional, pour un montant de 41 000€.

La Commission économie-services au public, a travaillé sur les deux règlements d'intervention locaux présentés en séances, sur lesquels reposera l'instruction des demandes. Ces règlements s'appuient sur ceux votés par le Conseil Régional les 25 et 26 juin 2020.

Vu la réglementation en vigueur,

Vu le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par l'assemblée plénière du Conseil Régional,

Vu la délibération du Conseil Régional en date des 25 et 26 juin 2020 concernant les règlements d'interventions du Pacte régional pour les territoires,

Vu la délibération n°094-2020 du Conseil Communautaire du 07 septembre 2020 adoptant le pacte régional pour les territoires pour l'économie de proximité.

Le rapporteur entendu,

**Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de :**

- **approuver le règlement d'application locale tel que présenté en annexe de la délibération qui prendra effet à la date de signature des conventions de délégation gestion du Fonds Régional des Territoires par le Conseil Régional Bourgogne Franche - Comté.**
- **autoriser le président à signer tout acte relatif à la présente délibération**

**Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait certifié conforme.**



**Fait à Cluny,  
Le Président,  
Jean-Luc DELPEUCH**

## **Pacte régional pour l'économie de proximité Règlement d'application local**

### **Volet collectivités**

#### **EXPOSE DES MOTIFS**

Les très petites entreprises de la Communauté de Communes du Clunisois, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Communauté de Communes du Clunisois, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.

La gestion de ces aides est déléguée par la Région à la Communauté de Communes du Clunisois.

#### **BASES LEGALES**

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Régime d'aide d'Etat n°SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020
- Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.1511-2 et L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020
- Délibération (...) prise par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Clunisois le 30 novembre 2020.

#### **DESSCRIPTIF DE L'INTERVENTION**

##### **OBJECTIFS**

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Les actions financées doivent concourir au redémarrage et au développement d'activités commerciales et artisanales et de services.

## **OBJET**

Soutenir les collectivités et leur regroupement dans la mise en œuvre du FIREP

Soutenir les actions portées par les collectivités et leurs groupements en soutien aux TPE de l'économie de proximité

## **NATURE**

La Communauté de Communes accorde aux porteurs de projet d'actions collectives visant à soutenir le tissu économique local, une subvention, sous les conditions définies par le présent règlement.

## **MONTANT ET FINANCEMENT**

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrits dans la convention votée lors du conseil communautaire du 7 septembre 2020.

La même action ne peut faire l'objet de deux financements de la région.

### **Dépenses éligibles**

- Dépenses d'investissement matériels, immatériels
- Dépenses de fonctionnement
- HT ou TTC si non récupération de la TVA.

### **Dépenses inéligibles :**

- Coûts de gestion internes à la collectivité : ex dépenses de personnels des collectivités.

## **BENEFICIAIRES**

- EPCI, communes, syndicats mixtes, PETR
- Chambres consulaires,
- Associations, coopératives, GIE concourant au développement économique et à l'accompagnement des entreprises.

## **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique

## **PROCEDURE**

Dépôt des demandes d'aide auprès de la Communauté de Communes du Clunisois conformément à la convention de délégation votée par l'Assemblée plénière de la Région le 26 juin 2020 et le conseil communautaire du 7 septembre 2020.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution

### **EPCI, communes, syndicats mixtes, PETR, chambres consulaires**

- Délibération ou, le cas échéant, décision de l'autorité compétente accompagnée de la délibération de délégation de compétence
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- Domiciliation bancaire et postale du comptable assignataire
- Numéro SIRET
- Attestation d'assujettissement à TVA pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée.

### **Associations, coopératives, GIE concourant au développement économique et à l'accompagnement des entreprises**

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Statuts et liste des dirigeants (Conseil d'Administration)
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.

Les services des EPCI instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

### **DECISION**

Décision par le Conseil Communautaire ou son président conformément à la convention de délégation votée par l'assemblée plénière de la Région des 25 et 26 juin 202 et le conseil communautaire du 7 septembre 2020.

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31 décembre 2021.

---

### **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n°                      du Conseil régional de Bourgogne- Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020
- Délibération n°                      du Conseil Communautaire du 30 novembre 2020.

## Pacte régional pour l'économie de proximité Règlement d'application local

### Volet entreprises

#### **EXPOSE DES MOTIFS**

Les très petites entreprises de la Communauté de Communes du Clunisois, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Communauté de Communes du Clunisois, en complément des mesures prises par l'Etat, intervient pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.

La gestion de ces aides est déléguée par la Région à la Communauté de Communes du Clunisois.

#### **BASES LEGALES**

- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Régime d'aide d'Etat n° SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020
- Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.1511-2 et L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :
- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020
- Délibération (...) prise par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Clunisois le 30 novembre 2020.

#### **DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION**

##### **OBJECTIFS**

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité en favorisant leurs investissements et leur fonctionnement.



## **NATURE**

La Communauté de Communes du Clunisois accorde aux entreprises de son territoire, sous les conditions définies par le présent règlement, une aide à l'investissement qui prend la forme d'une subvention.

Les règles relatives aux subventions de fonctionnement feront l'objet d'un avenant qui sera ajouté au présent règlement.

## **MONTANT ET FINANCEMENT**

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit dans la convention votée en conseil communautaire le 7 septembre 2020 et de son avenant, voté le 30 novembre 2020.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,...) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes

Le montant de l'aide en investissement au titre du présent règlement est de **maximum 5000€, avec un taux maximum de 50%**. Le montant attribué au projet sera proposé par les élus de la commission économie et soumis au conseil communautaire.

### **Dépenses éligibles :**

Investissements matériels immobilisables, immatériels

Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.

Les dépenses doivent être réalisées après la date de signature entre le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté et la Communauté de Communes du Clunisois, à savoir le 22 septembre 2020 (ou à date de signature de l'avenant pour les aides à la trésorerie).

### **Aide à la trésorerie (fonctionnement)**

Dans la limite de la perte de chiffre d'affaires n'ayant pas été compensée par le fonds de solidarité national.

### **Dépenses inéligibles (investissement) :**

Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

## **BENEFICIAIRES**

PME au sens communautaire ayant leur siège sur la Communauté de Communes du Clunisois, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

## **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique
- Des réalisations à caractère culturel d'intérêt local.

## **PROCEDURE**

Dépôt des demandes d'aide auprès de la Communauté de Communes du Clunisois conformément à la convention de délégation votée par l'Assemblée plénière de la Région le 26 juin 2020 et le conseil communautaire du 7 septembre 2020.

Le dépôt de demande complète d'aide devra comporter les éléments suivants préalablement à tout commencement d'exécution:

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale

Les services de la Communauté de Communes instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

## **DECISION**

Décision par le Conseil Communautaire ou son président conformément à la convention de délégation votée par l'assemblée plénière de la Région des 25 et 26 juin 2020.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

Ce règlement d'intervention est valide jusqu'au 31/12/2021

---

## **TEXTES DE REFERENCES**

- Délibération n°                      du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020
- Délibération n°                      du Conseil Communautaire du 30 novembre 2020.